

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 75 (1983)
Heft: 3-4

Artikel: Sous le consensus, la xénophobie : paroles, arguments, contextes (1961-1981)
Autor: Ebel, Marianne / Fiala, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386143>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sous le consensus, la xénophobie paroles, arguments, contextes (1961-1981)*

par Marianne Ebel et Pierre Fiala

L'apparition et la persistance des mouvements populaires contre «l'emprise et la surpopulation étrangères» sont des faits politiques de l'histoire récente de la Suisse qu'on ne saurait négliger. A plusieurs reprises, aussi bien en période d'expansion qu'en période de crise, les débats tendus autour des initiatives anti-étrangers ont cristallisé les tensions sociales consécutives au développement économique de la Suisse. Certes ces mouvements ne résument pas à eux seuls ce qu'on a nommé «le malaise helvétique», «la crise des valeurs nationales», mais la question de l'*Überfremdung* a instauré un débat à l'échelle nationale qui dure maintenant depuis plus de vingt ans et qui soulève des questions de fond.

Au cours de ces années le mouvement ouvrier s'est trouvé divisé par les propositions de l'AN et du MNA. Lors des votations relatives aux initiatives xénophobes de nombreux travailleurs n'ont pas suivi les consignes de leur parti ou de leur syndicat. Certains d'entre eux ont même quitté les rangs de leur organisation parce qu'ils se sentaient «trahis» par leur direction.

Pourquoi le mouvement ouvrier s'est-il trouvé partagé sur cette question? Comment se fait-il que des travailleuses et des travailleurs en nombre aient pu voir dans le renvoi des immigrés une réponse acceptable et une solution possible et suffisante à leurs problèmes immédiats (prix des logements, écoles et hôpitaux surchargés, concurrence dans le travail, augmentation des cadences, chômage, etc.)? Si toutes les initiatives xénophobes ont finalement été repoussées dans les votations successives, à coup de campagnes publicitaires et à grands renforts de déclarations officielles, les problèmes que la xénophobie pose au mouvement ouvrier ne sont pas résolus. L'échec d'être solidaires, les difficultés rencontrées dans la mise en place d'une nouvelle loi sur les étrangers, mais aussi la récente annonce d'une nouvelle initiative anti-étrangers émanant de l'Action Nationale, sont là pour en témoigner.

Peut-on dès lors continuer à ne voir dans la xénophobie qu'une aberration passagère d'un système où tout est par ailleurs bien réglé, une verrue disgracieuse sur un corps bien portant, une simple irritation populaire un peu inconvenante mais superficielle?

Ne faut-il pas au contraire y voir l'effet profond, durable et dangereux d'un libéralisme sauvage efficacement contrôlé par les multinationales et les banques, l'effet aussi des mécanismes sociaux et institutionnels propres à la Suisse visant à réduire l'autonomie du mouvement ouvrier dans

* A paraître fin mai 1983

le cadre du consensus politique dirigé par la bourgeoisie, enfin l'effet d'un conformisme moralisant répandu notamment par la presse? C'est ce que soutiennent les auteurs du livre. Pour le montrer ils ont pris le parti de reconstituer l'émergence et les formes de circulation de la parole xénophobe. Pas seulement dans son expression attendue, celle des mouvements nationalistes d'extrême droite, mais aussi dans les discours de diverses institutions structurant la société suisse.

De la «lutte contre l'Überfremdung» inscrite dans la loi de 1931, pierre d'angle des positions nationalistes, aux «travailleurs immigrés, mal nécessaire d'une société industrielle développée», en passant par les arguments sur les «seuils de tolérance», la parole xénophobe emprunte des formulations multiples qui ne se ramènent pas seulement aux catalogues des «lieux communs xénophobes» déjà souvent dressés et stigmatisés. S'attachant en particulier aux campagnes des années septante et aux débats relatifs à la nouvelle loi sur les étrangers, les auteurs mettent en évidence les rapports entre la parole légitime des discours institutionnels, et la parole spontanée des citoyens ordinaires. Leurs analyses portent sur des textes très divers (journaux, revues, tracts, lettres de lecteurs, textes juridiques, scientifiques) dont la comparaison constitue un essai de sociologie politique du langage autant qu'une histoire des campagnes xénophobes récentes. Elles s'inscrivent dans une période où le renouveau de mouvements véhiculant et amplifiant en Suisse comme dans nombre de pays européens, des formules telles que «l'emprise étrangère», «l'immigration sauvage», «la restauration des valeurs et de l'intégrité nationales face à l'étranger», ne peut laisser indifférent.

Un bulletin de commande permettant d'acquérir cet ouvrage avec un rabais de Fr. 7.- se trouve à la dernière page de la Revue.